



TROPHÉES DE LA COMMANDE PUBLIQUE : RETOUR SUR LES MEILLEURES PRATIQUES DES DERNIÈRES ÉDITIONS

Édition 2026

Introduction	3
I. Les lauréats 2025	6
A. Lauréat 2025 – Achat exemplaire (Fonction publique d’État) : CNRS – Délégation Occitanie Ouest	6
B. Lauréat 2025 – Achat exemplaire (Fonction publique territoriale) : Saint-Brieuc Armor Agglomération	7
C. Lauréat 2025 – Achat exemplaire (Fonction publique hospitalière) : GHT 49	9
D. Lauréat 2025 – Clauses sociales : Conseil Départementa de la Seine-Saint-Denis	11
E. Lauréat 2025 – Politique achat responsable : UGAP	13
F. Lauréat 2025 – Prix de la communauté des acheteurs : Département de Lot-Et-Garonne	15
G. Lauréat 2025 – Prix spécial du jury : Groupement Tremplin	17
II. Les lauréats de l’édition 2024	19
A. Lauréat 2024 – Achat exemplaire (Fonction publique d’État) : Établissement du Service d’Infrastructure de la Défense (ESID) de Metz	19
B. Lauréat 2024 – Achat exemplaire (Fonction publique territoriale) : Communauté d’agglomération du Grand Montauban	21
C. Lauréat 2024 – Achat exemplaire (Fonction publique hospitalière) : UniHA – Hôpitaux	22
D. Lauréat 2024 - Clauses sociales : Limoges Métropole	24
E. Lauréat 2024 - Politique achat responsable : CHRU de Nancy et RESAH	26
F. Lauréat 2024 - Prix de la communauté des acheteurs : Métropole de Lyon	28
G. Lauréat 2024 - Prix coup de cœur du jury : Communauté de Labège	30
III. Les lauréats de l’édition 2023	32
A. Lauréat 2023 - Achat exemplaire fonction publique d’Etat : Ministère de l’Education nationale	32
B. Lauréat 2023 - Achat exemplaire fonction publique territoriale et Prix de la communauté des acheteurs : département de la Gironde	34
C. Lauréat 2023 – Achat exemplaire fonction publique hospitalière : Groupement hospitalier de territoire du Maine-et-Loire	36
D. Lauréat 2023 - Clauses sociales : Nantes Métropole	37
E. Lauréat 2023 - Politique achat responsable : Communauté d’Agglomération Pays Basque	39
F. Lauréat 2023 - Prix coup de cœur du jury : Direction Infrastructure Défense de Papeete	40

Conclusion	42
-------------------	-----------

INTRODUCTION

Depuis 2008, les Trophées de la Commande Publique **récompensent les initiatives exemplaires en matière d'achat public**. Cet événement, devenu incontournable, met en lumière les pratiques vertueuses et inspirantes des acheteurs publics à travers le territoire.

L'objectif de ce livre blanc est **de partager ces bonnes pratiques et d'encourager d'autres acteurs à s'en inspirer**. La commande publique constitue un levier stratégique pour répondre aux défis économiques, sociaux et environnementaux de notre époque. En valorisant les lauréats et leurs projets, nous souhaitons démontrer que des solutions concrètes existent et qu'elles peuvent être adaptées à différents contextes.

Focus sur les partenaires

Les Trophées de la Commande Publique s'appuient sur l'expertise d'un jury institutionnel composé de partenaires de premier plan, parmi lesquels :

- **L'Association des Acheteurs Publics (AAP)** : défense des spécificités du métier et promotion des bonnes pratiques.
- **Alliance Villes Emploi** : mobilisation pour l'insertion professionnelle et l'emploi à l'échelle locale.
- **L'Association pour l'Achat dans les Services Publics (APASP)** : accompagnement et professionnalisation des acheteurs publics.
- **Le Conseil National des Achats (CNA)** : développement d'un réseau d'experts et promotion d'achats responsables.
- **La Direction des Achats de l'État (DAE)** : définition et suivi des stratégies d'achat de l'État.
- **La Direction générale de l'offre de soins (DGOS)**, Ministère de la santé et de la prévention : optimisation des achats dans le secteur de la santé.
- **Le Marché de l'inclusion** : développer les achats inclusifs en France en tant que levier social pour les personnes éloignées de l'emploi.
- **Le Médiateur des entreprises** : accompagnement dans la résolution des litiges et la promotion de relations équilibrées.
- **L'UGAP** : centrale d'achat engagée en faveur d'une commande publique responsable.
- **Centrale d'achat hospitalière UniHA** : groupement d'achat des hôpitaux publics, UniHA est le premier acheteur public dans le secteur de la santé
- **Resah** : groupement d'intérêt public (GIP) dont l'objectif est d'appuyer la mutualisation et la professionnalisation des achats du secteur de la santé, public et privé non lucratif.

Il collabore avec plus de 1500 établissements du secteur sanitaire, médico-social et social en France et plus de 700 fournisseurs.

- **Inter-réseaux** : les « *réseaux régionaux de l'achat durable soutiennent et accompagnent localement les acheteurs publics dans leur travail de prise en compte du développement durable* ». Ensemble, ils forment l'inter-réseaux de la commande publique et du développement durable, animé par le Commissariat général au développement durable (CGDD). Cette collaboration vise à instaurer des synergies et le cas échéant à engager des actions collectives.
- **Le Moniteur des travaux publics et du bâtiment** : le média de référence de la construction.
- **achatpublic.info** : le media web de l'information en continu dédié à la commande publique.

Ces partenaires apportent une expertise précieuse, garantissant une évaluation rigoureuse rigoureuse et pertinente des projets soumis.

achatpublic.com : un acteur engagé

Depuis 2003, **achatpublic.com**, société du Groupe Infopro Digital, **est au service des acteurs de l'achat public**. Sa mission : simplifier, professionnaliser et valoriser la commande publique grâce à une offre diversifiée regroupant un portail de dématérialisation, un média d'information de référence, des formations spécialisées et des événements fédérateurs comme les Trophées de la Commande Publique.

TROPHÉES DE LA COMMANDE PUBLIQUE : LES DIFFÉRENTS PRIX ET CATÉGORIES

Ce prix vise à récompenser un projet achat exemplaire et mesurable d'un service achat, alliant performance et durabilité.

Sous-catégories :

- **Etat** (Ministères, Administrations centrales et déconcentrées, Etablissement publics nationaux...)
- **Achat local** (collectivités territoriales, intercommunalités, OPH et autres structures locales soumises au code)
- **Secteur hospitalier**

Catégorie Clauses sociales

Ce prix vise à récompenser un projet achat qui a une utilisation exemplaire dans sa dimension sociale et au service d'une stratégie responsable.

Catégorie Politique achat responsable

Ce prix vise à recomposer une politique d'achat principalement axée sur la durabilité de la commande publique en tenant compte, non seulement des objectifs de développement durable (environnementaux et sociaux) mais aussi du soutien du tissu économique. Sont notamment analysés les instruments de pilotage de la stratégie.

Prix de la Communauté des acheteurs

Les candidats au prix de la catégorie Achat exemplaire, ont pu soumettre leur dossier à la « *Communauté des acheteurs* ». Ce prix est attribué au projet ayant reçu le plus grand nombre de votes en ligne des acheteurs inscrits au jury de la communauté des acheteurs.

Prix Coup de cœur/Prix spécial du jury

Le Prix Coup de cœur récompense un projet ayant particulièrement marqué le jury par son originalité, son impact ou son caractère inspirant.

I. LES LAURÉATS 2025

A. Lauréat 2025 – Achat exemplaire (Fonction publique d'État) : CNRS – Délégation Occitanie Ouest

Contexte et motivation

La délégation Occitanie Ouest du CNRS a engagé une transformation ambitieuse de son marché de restauration collective sur son site toulousain, avec un objectif clair : **proposer des repas de qualité tout en réduisant significativement l'empreinte environnementale.**

Ce projet concernait un volume important d'activité, avec **268 500 repas servis en 2024**, et devait répondre à un double enjeu particulièrement exigeant : intégrer des critères environnementaux et sociaux ambitieux tout en maintenant **l'équilibre économique du marché dans un contexte inflationniste.**

Menée sur **près de deux ans**, cette démarche a reposé sur un **binôme acheteur-prescripteur**, qui a piloté une refonte du marché en adoptant une méthodologie rigoureuse allant du sourcing à l'analyse des offres.

L'ambition était de démontrer que la restauration collective peut devenir **un levier concret de transition écologique et sociale**, sans compromettre la qualité des prestations ni l'attractivité pour les opérateurs économiques.

Actions mises en place

Une démarche structurée en amont du marché

- Réalisation d'une **phase de sourcing approfondie** pour identifier les solutions existantes.
- Analyse des pratiques internes et des besoins des utilisateurs.
- Rédaction rigoureuse du dossier de consultation des entreprises (DCE).

Intégration d'exigences environnementales fortes

- Élaboration d'un cahier des charges visant à :
 - **Réduire le gaspillage alimentaire ;**
 - Limiter la **production de déchets ;**
 - Favoriser des modes de consommation et de production à **faible impact carbone.**
- Réflexion globale sur l'organisation des services pour consommer et travailler autrement.

Mise en place d'un plan de progrès social

- Intégration d'engagements sociaux dans le marché.
- Suivi et amélioration continue des pratiques du titulaire en matière sociale.

Adaptation des modalités économiques du marché

- Mise en place de mécanismes permettant de garantir l'équilibre financier du contrat.
- Maintien de l'attractivité du marché pour les opérateurs dans un contexte économique tendu.

Analyse approfondie des offres

- Évaluation des propositions au regard des critères environnementaux, sociaux et économiques
- Sélection d'une offre conciliant performance **globale et faisabilité opérationnelle.**

Résultats obtenus

- **268 500 repas servis** dans un cadre repensé intégrant des critères durables.
- **Premiers résultats satisfaisants observés dès la première année**, notamment grâce aux actions engagées pour limiter le gaspillage alimentaire et réduire les déchets.
- **Maintien de l'équilibre économique du marché** malgré un contexte inflationniste.
- **Résultats déjà visibles en moins d'un an**, confirmant la pertinence du modèle.

Bonnes pratiques et enseignements

- **Complémentarité acheteur-prescripteur** : la collaboration étroite entre expertise technique et achat a été déterminante pour concevoir un marché équilibré et performant.
- **Une approche globale de la restauration durable** : le projet ne se limite pas aux produits, mais intègre l'ensemble du cycle (production, consommation, organisation).
- **Conciliation des enjeux économiques et environnementaux** : il est possible d'intégrer des critères ambitieux sans compromettre la viabilité du marché.
- **Méthodologie rigoureuse comme facteur clé de succès** : sourcing, analyse des besoins et construction du cahier des charges ont permis de sécuriser la démarche.
- **Un modèle accessible** : cette initiative montre que la transition vers une restauration collective durable est à la portée de toutes les organisations publiques.

Ce projet porté par le CNRS Occitanie Ouest démontre que la commande publique peut être un **levier concret de transformation des pratiques alimentaires**, en conciliant **qualité de service, performance économique et engagement environnemental**, au bénéfice des agents et du territoire.

B. Lauréat 2025 – Achat exemplaire (Fonction publique territoriale) : Saint-Brieuc Armor Agglomération

Contexte et motivation

Saint-Brieuc Armor Agglomération s'est engagée dans un projet ambitieux de **réhabilitation de sa plus grande friche tertiaire (6 000 m²)**, destinée à accueillir le **Totem, un tiers-lieu économique d'innovation**. Cette opération constitue aujourd'hui **la plus grande réhabilitation passive de France**, illustrant une volonté forte en matière de transition écologique.

Mais l'ambition de la collectivité ne s'est pas arrêtée à la performance énergétique du bâtiment. Elle a souhaité aller plus loin en intégrant une **démarche d'achat innovante et responsable**, reposant sur un ameublement **100 % issu du réemploi**, sans recours à des solutions neuves.

Pour atteindre cet objectif, la collectivité a fait le choix du **Système d'Acquisition Dynamique (SAD)**, une procédure encore peu utilisée dans ce type de marché, afin de structurer une **nouvelle voie économique au bénéfice des acteurs de l'économie circulaire**, notamment les TPE, les structures de l'économie sociale et solidaire et de l'insertion.

Ce projet est le fruit d'un **travail collectif transversal**, mobilisant trois directions (développement économique, commande publique et architecture), et ayant nécessité **plus de deux ans et demi de maturation**, incluant sourcing, benchmark, échanges avec les acteurs et sécurisation juridique du dispositif.

Actions mises en place

Mise en œuvre d'un Système d'Acquisition Dynamique (SAD) innovant

- Création d'un SAD dédié à l'acquisition de mobilier en réemploi pour équiper le tiers-lieu Totem
- Possibilité d'agréer de nouvelles structures tout au long du dispositif, favorisant une filière en constante évolution.
- Attribution de marchés spécifiques en fonction des capacités réelles des candidats (ressources humaines, stockage, matières premières).

Structuration d'une filière locale du réemploi

- Sourcing approfondi avec **19 acteurs identifiés** et mobilisation de réseaux partenaires (Reseco, CRESS, Valdelia).
- Agrément de **30 structures** au sein du SAD, majoritairement issues de l'économie sociale et solidaire.
- Obligation contractuelle de proposer **uniquement des solutions en réemploi**, sans alternative en neuf.

Souplesse et accès facilité pour les entreprises

- Flexibilité pour les entreprises qui peuvent candidater en fonction de leurs capacités du moment.
- Mise en place d'une **avance pouvant aller jusqu'à 40 % sans sûreté bancaire**.
- Assistance à l'utilisation de la plateforme acheteur pour faciliter les réponses.

Optimisation des procédures d'achat

- Réduction des délais de passation des marchés spécifiques grâce au SAD.
- Simplification des pièces de marché et des documents de réponse pour les rendre plus accessibles.
- Documents conçus pour être **facilement répliquables** et gagner en efficacité.

Expérimentation progressive du projet

- Phase pilote sur **300 m²** permettant de lever les réticences des élus.
- Déploiement à plus grande échelle avec l'aménagement de **3 000 m² pour 250 K€ HT**.

Résultats obtenus

- **30 structures agréées** au sein du SAD, avec d'autres en cours d'intégration.
- **Plus de 400 mobiliers en réemploi installés** à ce jour.
- **11 marchés spécifiques déjà attribués** sur un objectif de 20.
- **Structuration d'un écosystème local** dynamique autour du réemploi et de l'ESS.
- **Accès facilité à la commande publique** pour des TPE et structures d'insertion.

Bonnes pratiques et enseignements

- **Un outil d'achat innovant au service de l'économie circulaire** : le recours au SAD démontre sa pertinence pour des marchés complexes impliquant des acteurs multiples et évolutifs.
- **Une approche inclusive et territoriale** : en ouvrant largement l'accès aux TPE et structures de l'ESS, la collectivité favorise l'ancrage local et l'insertion économique.
- **Flexibilité et agilité comme leviers de performance** : la capacité d'adapter les marchés aux

contraintes des fournisseurs et aux besoins du projet est un facteur clé de réussite.

- **Un sourcing approfondi et structurant** : le travail en amont, long mais essentiel, a permis de sécuriser le projet et de mobiliser un écosystème complet.
- **Un modèle reproductible** : la simplification des documents et la structuration du dispositif rendent cette approche facilement duplicable.

Ce projet porté par Saint-Brieuc Armor Agglomération illustre parfaitement comment **la commande publique peut devenir un levier de transformation économique, sociale et environnementale**, en structurant durablement une filière locale du réemploi tout en innovant dans ses modalités d'achat.

[POUR ALER PLUS LOIN](#)

C. Lauréat 2025 – Achat exemplaire (Fonction publique hospitalière) : GHT 49

Contexte et motivation

Dans un contexte de **sensibilité croissante aux enjeux environnementaux et sanitaires en maternité**, le Groupement Hospitalier Territorial (GHT) 49 s'est fixé un objectif ambitieux : **supprimer l'usage unique des mini-biberons en plastique** au profit de solutions plus durables.

Cette initiative s'inscrit dans la politique des **1 000 premiers jours**, portée par l'Agence Régionale de Santé (ARS) des Pays de la Loire, qui vise à limiter l'exposition des nourrissons et des mères aux plastiques. Une étude en analyse de cycle de vie menée par le bureau spécialisé Primum Non Nocere a démontré que la solution la plus vertueuse consistait à **reconstituer les biberons à partir de lait en poudre dans des contenants en verre réutilisables**.

Le projet, mené sur **deux années de travail pluridisciplinaire**, a impliqué un profond changement de modèle : abandonner un système largement utilisé (mini-biberons prêts à l'emploi) au profit d'une solution plus vertueuse mais nécessitant une **transformation des pratiques, de l'offre fournisseurs et des usages en maternité**.

Trois contraintes majeures ont structuré la démarche :

- Faire évoluer l'offre industrielle (conditionnements adaptés) ;
- Accompagner les professionnels de santé dans un changement de pratiques ;
- Sensibiliser et former les parents à la reconstitution des biberons.

Le nouveau marché, notifié en février 2025, marque ainsi **l'émergence d'une nouvelle filière** et a valu au GHT 49 le Trophée de la commande publique dans la catégorie Achat exemplaire – Secteur hospitalier.

Actions mises en place

Transformation complète du modèle de consommation

- Suppression progressive des mini-biberons en plastique à usage unique.
- Adoption de **biberons en verre réutilisables** associés à du lait en poudre.
- Généralisation de la reconstitution des biberons « *comme à la maison* » au sein des maternités.

Travail en profondeur avec les fournisseurs

- Dialogue engagé avec **plusieurs laboratoires de lait infantile** pour adapter leur offre.
- Développement de **conditionnements spécifiques** adaptés aux séjours en maternité (réduction du gaspillage lié aux grands formats).
- Évolution progressive de l'offre industrielle, avec trois fournisseurs prêts au moment du lancement et d'autres en adaptation.

Co-construction pluridisciplinaire

- Mobilisation d'un **duo prescripteur-acheteur** fortement structuré.
- Implication des équipes médicales, hygiène, diététiciens, maternités et acheteurs.
- Travail collectif pour lever les freins : sécurité sanitaire, utilisation de l'eau du réseau, risques infectieux.

Mise en place d'un marché innovant et évolutif

- Marché **multi-attributaires** avec deux titulaires pour une durée de 2 ans reconductible.
- Organisation en **multi-attribution semestrielle**, permettant d'intégrer progressivement de nouveaux fournisseurs.
- Délai accordé aux industriels pour s'adapter aux exigences (formats de 400 g et mini-biberons de 50 ml).

Intégration d'exigences environnementales et d'un plan de progrès

- Critères sur la **provenance du lait** et le conditionnement.
- Exigences en matière de **recyclabilité des emballages**.
- Mise en place d'un **plan d'amélioration continue** pour optimiser encore les formats et limiter les impacts environnementaux.

Accompagnement des usagers et des équipes

- Accompagnement des professionnels de santé aux nouvelles pratiques.
- Préparation de l'accompagnement des parents à la **reconstitution des biberons dès le séjour en maternité**.

Résultats obtenus

- **Nouvelle filière structurée** autour du lait en poudre et des contenants réutilisables.
- **Deux titulaires retenus** proposant des offres adaptées aux exigences du marché.
- **Évolution concrète de l'offre fournisseurs**, jusque-là inexistante sur ce segment.
- **Réduction significative de l'impact environnemental**, confirmée par l'analyse en cycle de vie.

Bonnes pratiques et enseignements

- **Une transformation systémique de l'achat** : le projet montre qu'un achat public peut transformer en profondeur un marché fournisseur et créer une nouvelle filière.
- **La force du binôme prescripteur-acheteur** : la co-construction entre les équipes médicales et les acheteurs a permis de sécuriser un projet complexe et sensible.
- **Anticipation et accompagnement du changement** : le travail amont de deux ans a été déterminant pour lever les freins techniques, sanitaires et organisationnels.

- **Innovation dans la structuration du marché** : la multi-attribution évolutive permet d'intégrer progressivement les acteurs économiques sans les exclure.
- **Une approche globale intégrant les usagers** : la sensibilisation des parents fait partie intégrante du succès du projet, au-delà du seul acte d'achat.

Ce projet porté par le GHT 49 démontre que la commande publique peut être un **levier puissant de transformation des pratiques de santé**, en conciliant **exigence sanitaire, performance économique et impact environnemental**, tout en entraînant l'ensemble d'une filière dans une dynamique plus durable.

[POUR ALLER PLUS LOIN](#)

D. Lauréat 2025 – Clauses sociales : Conseil Départemental de la Seine-Saint-Denis

Contexte et motivation

Dans le cadre du **regroupement de huit sites centraux au sein d'un bâtiment unique ("Pulse")**, le Conseil départemental de la Seine-Saint-Denis a saisi une opportunité stratégique pour **repenser en profondeur ses marchés de propreté et de maintenance**. Ce projet d'envergure concerne **2 700 agents** et constitue l'un des chantiers les plus emblématiques de la collectivité.

Plutôt que de reconduire des pratiques classiques dans un secteur historiquement marqué par des fragilités sociales, la collectivité a fait le choix d'une approche audacieuse : **transformer la commande publique en un véritable levier d'inclusion sociale, de montée en compétences et de transition écologique**.

L'objectif était clair : concevoir un marché conciliant **performance opérationnelle, impact social fort et exigence environnementale**, en cohérence avec les orientations du **SPASER** départemental. La démarche a ainsi permis de structurer un projet innovant, intégrant à la fois des clauses sociales ambitieuses et des exigences environnementales élevées.

Actions mises en place

Réservation d'un marché aux structures inclusives

- Structuration du projet en **deux lots distincts**.
- Réservation du **lot nettoyage aux structures de l'économie sociale et solidaire (ESS)**.
- Sourcing approfondi confirmant la capacité technique et qualitative des acteurs inclusifs.
- Accès à un marché stratégique d'un volume important (**jusqu'à 6 M€ sur 4 ans**, estimé à 3 M€).

Clauses sociales ambitieuses et structurantes

- Intégration d'une **clause d'insertion exigeante** (15 % d'effort d'insertion sur le second lot).
- Objectif minimal de **1 472 heures d'insertion**.
- Mise en place d'un **accompagnement socioprofessionnel personnalisé**.
- Actions spécifiques sur **la lutte contre l'illettrisme**, la diversité et l'égalité.
- Développement de dispositifs de **formation, montée en compétences et tutorat**.

Exigences environnementales élevées

- Mise en œuvre du **tri sélectif en cinq flux** et gestion des biodéchets.
- Utilisation de **produits labellisés** et pratiques d'éco-nettoyage.
- Sensibilisation des agents aux enjeux environnementaux.
- Réduction des consommations d'énergie, d'eau et des nuisances.

Un sourcing et un travail en mode projet approfondi

- Mobilisation de **SIAE, structures du STPA et réseaux spécialisés** (Les Canaux, Inser'Eco, Coorace).
- Organisation de visites techniques et de questionnaires pour qualifier les acteurs.
- Implication de **quatre directions** (commande publique, bâtiments/logistique, insertion/ESS, transition écologique).

Pilotage rigoureux et suivi de l'impact

- Mise en place de **comités de pilotage mensuels**.
- Suivi au moyen d'indicateurs sociaux, de bilans réguliers et d'un pilotage permettant de mesurer les performances environnementales.
- Bilans réguliers pour mesurer les résultats et ajuster les actions

Résultats obtenus

- **Accès ouvert aux structures inclusives** sur un marché stratégique à fort volume.
- **1 472 heures d'insertion minimum prévues**, avec un objectif de montée en compétences durable.
- **Structuration d'un marché à fort impact social et environnemental**, aligné avec les objectifs du SPASER.
- **Mobilisation d'un écosystème local d'acteurs de l'insertion et de l'ESS.**

Bonnes pratiques et enseignements

Un levier puissant d'inclusion sociale : la réservation d'un lot entier aux structures inclusives démontre qu'il est possible d'aller au-delà des clauses classiques pour créer un véritable impact.

Une approche globale et intégrée : en combinant insertion, formation, lutte contre l'illettrisme et exigences environnementales, le marché agit sur plusieurs dimensions clés du développement durable.

Un sourcing stratégique déterminant : l'identification en amont des capacités des acteurs de l'ESS a permis de sécuriser juridiquement et opérationnellement le dispositif.

Un pilotage en mode projet efficace : la mobilisation transverse de plusieurs directions et le suivi structuré garantissent la réussite d'un projet complexe dans des délais contraints.

Un modèle reproductible pour les marchés de services : ce projet montre que les secteurs traditionnellement sensibles comme le nettoyage peuvent devenir des terrains d'innovation sociale et environnementale.

Ce projet porté par le Département de la Seine-Saint-Denis illustre pleinement comment la commande publique peut devenir un **levier stratégique de cohésion sociale et de transition écologique**, en transformant des marchés courants en opportunités d'impact durable pour le territoire.

[**POUR ALLER PLUS LOIN**](#)

E. Lauréat 2025 – Politique achat responsable : UGAP

Contexte et motivation

Dans un contexte de montée en puissance des exigences réglementaires et stratégiques liées aux achats responsables (SPASER, loi AGECE, loi Climat et Résilience), l'UGAP a développé un dispositif innovant visant à **mieux piloter l'impact social et environnemental des achats publics**.

Depuis plusieurs années, les acheteurs publics expriment un besoin croissant : disposer de **données fiables, exploitables et directement liées à leurs achats** pour mesurer concrètement leur performance RSE. L'UGAP a ainsi choisi d'aller au-delà de son rôle traditionnel de centrale d'achat en proposant **une offre de services basée sur la donnée**, permettant à ses clients de suivre et d'optimiser leurs stratégies d'achats responsables.

Ce dispositif, développé sur **quatre ans**, repose sur la collecte, l'analyse et la restitution de données RSE liées aux achats réalisés via son catalogue. Il permet désormais à chaque client public de bénéficier d'une **vision claire et personnalisée de l'impact de ses achats**, transformant la donnée en véritable outil d'aide à la décision.

Cette initiative, qui répond à un enjeu fort de transparence et de performance, a valu à l'UGAP le Trophée 2025 dans la catégorie **Politique achat responsable**.

Actions mises en place

Déploiement d'un dispositif de data RSE individualisée

- Mise à disposition pour chaque client d'une **restitution personnalisée d'une quinzaine d'indicateurs RSE**.
- Données directement liées aux commandes réalisées via l'UGAP.
- Vision consolidée et exploitable des impacts sociaux et environnementaux.
-

Indicateurs RSE complets et opérationnels

- Calcul du **poids carbone des achats**.
- Suivi de la part d'achats en **économie circulaire**, par famille d'achat.
- Mesure des **heures d'insertion générées**.
- Suivi des **achats locaux, des PME et de l'innovation**.
- Identification des marchés intégrant des **critères environnementaux et sociaux**.

Structuration d'un modèle data fiable et robuste

- Mise en place d'une **équipe dédiée de 5 personnes** pour collecter et analyser les données.
- Croisement des données issues du système d'information interne.
- Création d'un **département gouvernance de la donnée** pour fiabiliser les indicateurs.
- Automatisation progressive de la collecte grâce à des outils numériques développés en interne.

Création d'outils d'aide à la décision pour les acheteurs publics

- Données utilisées pour **piloter les objectifs des SPASER**.
- Mise à disposition progressive de **tableaux de bord interactifs personnalisés**.
- Accompagnement des acheteurs dans l'analyse et l'exploitation des données.

Une démarche d'amélioration continue et collaborative

- Enrichissement régulier des indicateurs en fonction des retours clients.
- Intégration récente de nouveaux indicateurs comme le **poids carbone**.
- Organisation d'**échanges annuels avec les clients** les plus engagés pour analyser les résultats

Résultats obtenus

- **Accès généralisé à des données RSE personnalisées** pour l'ensemble des clients UGAP.
- **Pilotage renforcé des politiques d'achats responsables**, notamment dans le cadre des SPASER.
- **Amélioration de la transparence** sur les impacts sociaux et environnementaux des achats publics.
- **Montée en compétence des acheteurs publics** grâce à l'exploitation de ces données.
- **Dispositif opérationnel et éprouvé**, développé sur 4 ans et continuellement enrichi.

Bonnes pratiques et enseignements

La donnée comme levier stratégique de l'achat public : l'UGAP démontre que la production et l'exploitation de données RSE permettent de passer d'une logique déclarative à un pilotage concret et mesurable.

Un service à forte valeur ajoutée pour les acheteurs : en fournissant des indicateurs directement exploitables, la centrale facilite la mise en œuvre des politiques d'achats responsables.

Une organisation dédiée pour garantir la fiabilité : la structuration d'une gouvernance de la donnée est essentielle pour sécuriser les indicateurs et crédibiliser la démarche.

Une logique d'amélioration continue : l'enrichissement progressif des indicateurs et des outils permet d'adapter l'offre aux besoins des acheteurs et aux évolutions réglementaires.

Une démarche qui illustre le potentiel de la donnée pour renforcer le pilotage des achats publics responsables : ce dispositif montre comment intégrer la data dans la commande publique pour répondre aux enjeux de transparence, de performance et de durabilité.

Le projet porté par l'UGAP illustre parfaitement comment **la commande publique peut entrer dans une nouvelle ère pilotée par la donnée**, en donnant aux acheteurs les moyens de **mesurer, piloter et valoriser concrètement leurs engagements RSE**.

[POUR ALLER PLUS LOIN](#)

F. Lauréat 2025 – Prix de la communauté des acheteurs : Département de Lot-et-Garonne

Contexte et motivation

Le Département du Lot-et-Garonne s'est illustré par une initiative innovante consistant à **réserver un marché public à une entreprise implantée en milieu pénitentiaire**, dans le cadre du renouvellement de son marché de mobilier scolaire.

Ce projet s'inscrit pleinement dans les objectifs du **SPASER** adopté en 2025, visant à faire de la commande publique un **levier d'inclusion sociale et professionnelle** pour les publics éloignés de l'emploi. Grâce à l'article [L.2113-13-1](#) du **Code de la commande publique**, la collectivité a pu expérimenter un dispositif encore peu mobilisé, en ouvrant ses achats à un opérateur exerçant en établissement pénitentiaire.

L'objectif était double :

- Favoriser la **réinsertion des personnes détenues** en leur offrant une activité professionnelle ;
- Développer un **achat local et durable**, en relocalisant la production de mobiliers auparavant importés.

Le marché porte sur la **fabrication de casiers, armoires et vestiaires** destinés aux collèges du territoire et aux services départementaux

Actions mises en place

Recours à un marché réservé innovant

- Mise en œuvre d'un **accord-cadre à bons de commande mono-attributaire** réservé aux structures opérant en milieu pénitentiaire.
- Application du dispositif introduit en 2022 permettant de réserver des marchés aux prisons.
- Organisation d'une mise en concurrence conforme aux règles de publicité.

Structuration d'un projet à fort impact social

- Partenariat avec le **Service de l'Emploi Pénitentiaire (SEP)** de l'ATIGIP.
- Mobilisation de **détenus en contrat d'emploi pénitentiaire** (au moins 50 % de la main-d'œuvre).
- Travail proposé comme levier de **réinsertion et de lutte contre la récidive**.

Développement d'un achat local et durable.

- Fabrication des mobiliers à la **prison d'Eysses**, labellisés "Made in 47".
- Relocalisation de la production contribuant à un achat local plus durable.

Démarche structurée de sourcing et de préparation

- Identification préalable des acteurs locaux capables de répondre au besoin.
- Analyse de faisabilité systématique pour chaque marché au-dessus de 40 000 € HT.
- Recours temporaire à une centrale d'achat pour sécuriser la continuité de service pendant la préparation du marché.

Sécurisation juridique et acceptabilité du projet

- Clarification des questions juridiques avec la **DAJ de Bercy** (notamment sur les candidatures en groupement).

- Travail d'explication auprès des élus sur les enjeux et bénéfices du dispositif : améliorer la qualité de vie des détenus en prison, favoriser l'indemnisation des victimes lorsque les détenus ont été condamnés à leur verser des dommages et intérêts).
- Réinternalisation de certaines prestations (installation) pour maîtriser les risques.

Résultats obtenus

- **Marché estimé à 41 000 € HT**, attribué dans un cadre innovant.
- **Relocalisation de la fabrication des casiers**, auparavant produits à partir de fournitures provenant notamment de Pologne et du Portugal.
- **Mobilisation d'une vingtaine de détenus** pour la fabrication des casiers.
- **Amélioration de la qualité des produits**, conformes aux normes NF et plus durables.
- **Réduction des coûts estimée entre 10 et 15 %** par rapport au marché précédent.

Bonnes pratiques et enseignements

- **Un levier puissant de réinsertion** : le recours au travail en milieu pénitentiaire permet de favoriser l'employabilité des détenus et de contribuer à la lutte contre la récidive.
- **Une utilisation innovante du cadre juridique** : ce projet illustre le potentiel encore peu exploité des marchés réservés aux établissements pénitentiaires.
- **Un achat local et durable** : la relocalisation de la production et l'intégration de l'économie circulaire renforcent l'impact environnemental et territorial du projet.
- **Une démarche structurée et sécurisée** : sourcing, analyse juridique et accompagnement des élus ont permis de lever les freins à un dispositif sensible.
- **Un modèle duplicable** : en systématisant l'analyse des possibilités de marchés réservés, la collectivité ouvre la voie à d'autres acheteurs publics souhaitant développer des achats inclusifs.

Ce projet porté par le Département du Lot-et-Garonne démontre que la commande publique peut devenir un **outil innovant au service de l'inclusion, de l'économie locale et de la transition sociale**, en explorant de nouveaux champs d'action comme le secteur pénitentiaire.

[POUR ALLER PLUS LOIN](#)

Contexte et motivation

Face aux exigences réglementaires issues des lois **Egalim et AGECE**, interdisant progressivement l'usage du plastique en restauration collective, de nombreuses collectivités se sont heurtées à un constat : **les solutions disponibles sur le marché ne sont pas adaptées aux besoins opérationnels des cuisines centrales.**

Le **Groupement Tremplin**, d'envergure nationale (plus de 70 villes) s'est constitué pour répondre à cet enjeu majeur, représentant **près de 50 millions de repas par an**. L'ambition est claire : **faire émerger une nouvelle filière industrielle capable de proposer des alternatives durables aux contenants plastiques à usage unique.**

Le projet ne se limite pas à un simple changement de matériaux. Il implique une **transformation complète des processus de production** (conditionnement, stockage, logistique, manutention), nécessitant des solutions sur mesure. Face à l'absence d'offre adaptée, les acheteurs publics ont dû innover en imaginant un dispositif permettant d'intégrer une phase de **recherche & développement sans engagement ferme de volumes**, tout en testant les solutions en conditions réelles.

Ce projet inédit, tant par son ambition que par son montage juridique, a été récompensé par un **prix spécial du jury**.

Actions mises en place

Création d'un groupement de commandes à grande échelle

- Constitution d'un groupement national réunissant des collectivités assurant la restauration collective en régie.
- Mutualisation des besoins pour atteindre une **taille critique** et attirer des industriels.
- Passage d'une logique d'achat auprès de revendeurs à une **collaboration directe avec des industriels**.

Développement de solutions innovantes sur mesure

- Conception de **contenants réutilisables en inox et en verre**, adaptés aux contraintes des cuisines centrales.
- Prise en compte des enjeux d'ergonomie (poids, manipulation, fermeture).
- Adaptation des chaînes de production : stockage, transport, traçabilité et automatisation.

Montage contractuel innovant et sécurisé

- Mise en place de **quatre accords-cadres multi-attributaires à marchés subséquents**.
- Intégration de **phases de R&D et d'expérimentation** dans les marchés.
- Structuration en **tranches fermes et optionnelles**, avec variantes autorisées.
- Absence d'engagement initial sur les volumes, permettant de limiter les risques pour les acheteurs.

Organisation de phases de test et co-construction

- Lancement d'un premier marché subséquent incluant une **phase de R&D et de test de 6 à 8 mois**.
- Participation de plusieurs industriels pour développer des prototypes.
- Ajustement des solutions en conditions réelles, avec retour d'expérience des collectivités.

Structuration d'une filière industrielle durable

- Création d'une dynamique permettant aux industriels de développer des solutions répliquables.
- Possibilité pour les fournisseurs de valoriser les innovations auprès d'autres acheteurs

Résultats obtenus

- **Montant global estimé à 240 millions d'euros HT** pour l'ensemble de l'opération.
- **Émergence d'une offre innovante inexistante auparavant** sur le marché.
- **Transformation progressive des pratiques** dans les cuisines centrales du groupement.
- **Objectif atteint : passage aux contenants réutilisables** pour l'ensemble des membres du groupement, avec une généralisation prévue avant la fin de l'année.
- **Structuration d'une nouvelle filière industrielle** adaptée aux besoins de la restauration collective publique.

Bonnes pratiques et enseignements

- **Massification comme levier d'innovation** : le regroupement des acheteurs a permis d'atteindre une taille critique indispensable pour mobiliser les industriels.
- **Un achat public au service de l'innovation** : le projet démontre qu'il est possible de financer et piloter de la R&D via des outils contractuels classiques.
- **Souplesse contractuelle et maîtrise des risques** : l'absence d'engagement sur les volumes et les phases tests permettent d'expérimenter sans compromettre la sécurité juridique et financière.
- **Co-construction avec les industriels** : le dialogue et les phases d'expérimentation favorisent l'émergence de solutions réellement adaptées aux besoins.
- **Transformation globale des organisations** : la réussite ne repose pas uniquement sur le produit, mais sur l'adaptation de l'ensemble de la chaîne opérationnelle.

Ce projet porté par le Groupement Tremplin illustre parfaitement comment la commande publique peut devenir un **levier d'innovation à grande échelle**, capable de transformer en profondeur un secteur entier en conciliant **exigence réglementaire, performance opérationnelle et transition écologique**.

[POUR ALLER PLUS LOIN](#)

II. LES LAURÉATS DE L'ÉDITION 2024

A. Lauréat 2024 – Achat exemplaire (Fonction publique d'État) : Établissement du Service d'Infrastructure de la Défense (ESID) de Metz

Contexte et motivation

Le camp de Mourmelon, un site militaire de 10 000 hectares, était confronté à une problématique énergétique majeure. Composé de 218 bâtiments, dont 187 étaient concernés par le projet, le site souffrait d'une inefficacité énergétique importante avec des installations obsolètes fonctionnant au charbon et au fioul, soit près de 190 000 m² de surface de planchers à chauffer. Deux tiers des bâtiments affichaient des étiquettes énergétiques inférieures ou égales à "D".

L'ESID de Metz a donc initié un **contrat de performance énergétique (CPE)** ambitieux visant à :

- Réduire de **44 %** la consommation d'énergie finale,
- Diminuer de **92 %** les émissions de gaz à effet de serre,
- Porter à **80 %** le taux de recours aux énergies renouvelables.

Le **contrat de performance énergétique** atteint presque 87 millions d'euros, incluant 34,3 M€ pour les travaux, 34,3 M€ pour la maintenance sur 20 ans et 18,2 M€ pour le coût énergétique sur 20 ans. Le Plan de relance (PRE) finance 37,4 M€. Le retour sur investissement devrait s'établir à 10,6 ans.

Par ailleurs, l'ESID a intégré une dimension sociale forte en imposant un **objectif de 49 000 heures d'insertion** pour l'exécution du marché. Le trophée a été remis à Alexandre Barouh, directeur central du Service d'infrastructure de la Défense (SID), en reconnaissance de ce projet ambitieux et exemplaire.

Actions mises en place

Modernisation des infrastructures énergétiques

- Remplacement des anciennes chaudières charbon et fioul par un réseau de chaleur alimenté en **biomasse** (énergie principale) et gaz (secours).
- Rénovation de 160 sous-stations de chauffage.
- Remplacement du réseau de chaleur sur **8 600 mètres**, avec extension de **3 000 mètres** pour raccorder 30 bâtiments supplémentaires.

Amélioration de la performance énergétique des bâtiments

- Isolation thermique par l'extérieur sur **36 000 m²**.
- Installation de **robinets thermostatiques** et de **régulations intelligentes** pour optimiser la consommation énergétique.
- Pose de **5 500 m² d'isolants** dans les combles et les caves.

Contrôle et suivi des performances

- Mise en place d'un **plan de mesures et de vérifications** des consommations réelles.
- Système de **bonus/malus** incitant le titulaire du marché à respecter les engagements de performance.
- Déploiement d'une **fibre optique dédiée** à la supervision et à la régulation du réseau.

Engagement social

- Intégration de **49 000 heures d'insertion sociale** dans le marché (28 734 heures déjà réalisées à mi-parcours).

Résultats obtenus

- **Économies d'énergie attendues** : -24 405 MWh/an d'énergie finale.
- **Réduction des émissions de CO2 estimées** : -1 116 tonnes/an.
- **Retour sur investissement estimé à 10,6 ans.**
- **Chauffage optimisé pour 187 bâtiments représentant 190 000 m² de surface de plancher.**
- **Insertion sociale réussie** avec un engagement fort des entreprises attributaires.

Bonnes pratiques et enseignements

- **Un engagement environnemental et social fort** : ce contrat démontre la possibilité d'allier **performance énergétique et impact social**, en intégrant des clauses d'insertion et des critères stricts en matière d'énergies renouvelables.
- **Un pilotage précis et rigoureux** : l'utilisation de régulations intelligentes, d'outils de suivi et d'un plan de vérification détaillé assure un respect des engagements et optimise les performances du projet.
- **Une approche incitative et contractuelle efficace** : le système de **bonus/malus** oblige l'entreprise attributaire à garantir la performance attendue, limitant ainsi le risque de dérive.
- **Un modèle inspirant pour d'autres projets publics** : ce projet prouve que **les contrats de performance énergétique peuvent être des leviers puissants** pour accélérer la transition énergétique dans la commande publique.

Ce projet, piloté par l'ESID de Metz, illustre parfaitement comment une **commande publique exemplaire** peut répondre aux défis de la transition énergétique tout en favorisant l'insertion sociale.

[POUR ALLER PLUS LOIN](#)

B. Lauréat 2024 – Achat exemplaire (Fonction publique territoriale) : Communauté d'agglomération du Grand Montauban

Contexte et motivation

La communauté d'agglomération du Grand Montauban s'est lancée dans **un projet ambitieux visant à réinventer le modèle économique de la collecte des déchets**. En effet, le contrat de performance mis en place renverse la logique habituelle, qui rémunère à la tonne collectée, pour favoriser une rémunération à la performance, incitant ainsi à réduire le volume des déchets collectés. Un changement audacieux mais qui a porté ses fruits, offrant à la collectivité le Trophée Achat Exemplaire en 2024.

L'objectif était de repenser la gestion des déchets en termes de performance globale (économique, environnementale, sociale) et de limiter la production de déchets. Le contrat repose sur des principes similaires à ceux des contrats de performance énergétique, avec des enjeux de prévention, recyclage, compostage, réemploi, et création d'emplois dans l'économie sociale et solidaire. **Le trophée a été remis à Léa Da Costa**, chargée de mission achats responsables de la Communauté d'agglomération du Grand Montauban, en reconnaissance de ce projet innovant et exemplaire.

Actions mises en place

Renversement de la logique de rémunération

- Passage d'une rémunération à la tonne, incitant à augmenter la collecte, à une rémunération à la performance visant à réduire le volume des déchets collectés.
- Système de bonus/malus en fonction des résultats obtenus pour chaque flux de déchets.
- Objectifs ambitieux de réduction des flux de déchets : -12 % pour les ordures ménagères, -2 % pour le tri sélectif, -15 % pour les déchets verts, -33 % pour les encombrants d'ici 2028.

Actions innovantes en matière de gestion des déchets

- Broyage à domicile des déchets verts.
- Distribution de composteurs et mise en place de composteurs collectifs pour les biodéchets.
- Création d'un éco-lieu avec des ateliers de réparation et un incubateur pour les start-ups d'économie circulaire.
- Collecte à vélo des biodéchets dans l'hypercentre et valorisation via un électro-composteur et méthaniseur pour les espaces verts.
- Mise en place d'un compteur de déchets avec des bacs équipés de puces pour suivre les volumes collectés.

Création d'emplois et insertion sociale

- Objectif de 47 000 heures d'insertion, largement dépassé.
- Engagement dans l'économie sociale et solidaire, notamment par la création d'emplois dans la gestion des déchets.

Résultats obtenus

- **Réduction de déchets** : les objectifs fixés pour 2023 ont été largement atteints, dont la réduction des déchets verts et des encombrants et les objectifs 2028 fixés pour trois des quatre flux de déchets étaient atteints dès la fin 2023.
- **Insertion sociale réussie** : 53 000 heures d'insertion réalisées, bien au-delà de l'objectif de 47 000 heures.
- **Réduction des coûts** : mise en place d'une gestion plus efficace et moins coûteuse des déchets.

Bonnes pratiques et enseignements

- **Un modèle économique novateur** : la rémunération à la performance et le passage à une logique de réduction des déchets marquent un tournant dans la gestion des déchets en France.
- **Une démarche holistique** : intégration de critères environnementaux, sociaux et économiques dans le projet, avec un suivi rigoureux et des objectifs mesurables.
- **Innovation au service de la performance** : le recours à des actions innovantes, comme la collecte à vélo, les ateliers de réparation et les espaces de réemploi ont permis d'atteindre des résultats exceptionnels, parfois avant les objectifs fixés pour 2028.
- **Un modèle à suivre pour d'autres collectivités** : ce projet illustre comment repenser la gestion des déchets pour un avenir plus durable et plus solidaire.

Ce projet du Grand Montauban démontre qu'il est possible de conjuguer efficacité économique, préservation de l'environnement et insertion sociale à travers des contrats de performance innovants. Un modèle inspirant pour les collectivités locales engagées dans la transition écologique et sociale.

[POUR ALLER PLUS LOIN](#)

C. Lauréat 2024 – Achat exemplaire (Fonction publique hospitalière) : UniHA – Hôpitaux

Contexte et motivation

Le projet «**Solutions d'éclairage**» développé par **UniHA**, la centrale d'achats des établissements hospitaliers, a été récompensé par le **Trophée Achat Exemplaire 2024** dans la catégorie **Fonction Publique Hospitalière**. L'objectif de ce projet était de **moderniser les systèmes d'éclairage des hôpitaux tout en réduisant les coûts énergétiques et en répondant aux nouvelles exigences environnementales**. Face à une réglementation européenne interdisant la commercialisation de dispositifs énergivores, UniHA a proposé une solution innovante permettant aux établissements de moderniser leur éclairage tout en garantissant un retour sur investissement rapide.

Principaux enjeux :

- Modernisation des infrastructures d'éclairage des établissements hospitaliers.
- Réduction des coûts énergétiques et amélioration de l'efficacité.
- Garantir un ROI rapide (moins de 4 ans) tout en respectant des critères de qualité.
- Respect des nouvelles normes européennes sur l'efficacité énergétique.

UniHA a développé une solution adaptée aux besoins des hôpitaux, en identifiant les gisements d'économies d'énergie et en choisissant des équipements d'éclairage performants, notamment des LED. Le projet repose sur un partenariat avec la Banque des Territoires pour permettre un préfinancement des travaux et ainsi permettre aux hôpitaux de constater les économies avant de payer la facture.

Actions mises en place

Modernisation des équipements d'éclairage

- Remplacement des systèmes d'éclairage obsolètes par des **LED performantes** pour réduire la consommation énergétique.
- **Préfinancement des travaux** grâce à la **Banque des Territoires**, permettant aux hôpitaux de réaliser les économies avant de payer les investissements.
- Mise en place de **dispositifs de détection et de gradation** dans certaines zones spécifiques, telles que les circulations logistiques ou les archives.

Contrôle des performances

- **Contrôle par un tiers** des économies réalisées afin de garantir le respect des engagements énergétiques.
- Suivi rigoureux des résultats.

Montant de l'investissement

- **Premier partenariat (2020)** : budget initial de 3 300 K€, réajusté à 3 791 K€ pour six établissements hospitaliers.
- **Deuxième partenariat (2023)** : budget de 1 130 K€ pour six autres établissements.

Partenaires

- Caisse des Dépôts et Consignations
- Banque des Territoires

Résultats obtenus

- **Économies réalisées** : les économies d'énergie varient entre **73 % et 75 %** selon les types de partenariat.
- **Retour sur investissement** : le **temps de retour** est compris entre **22,4 et 24,9 mois**, bien inférieur aux objectifs de **48 mois**.
- **Impact environnemental** : réduction de **1 495 tonnes de CO2** évitées.
- **Partenariats innovants** : 6 établissements hospitaliers ont été impliqués dans les premiers partenariats d'innovation, avec un budget global de **3 300 K€**.

Bonnes pratiques et enseignements

- **Critère central du projet** : le ratio **coût/gain**, avec un retour rapide sur investissement, offrant une alternative aux contrats de performance énergétique traditionnels.
- **Partenariats financiers adaptés** : la collaboration avec la **Banque des Territoires** a permis de financer l'ensemble du projet et de minimiser l'impact sur la trésorerie des établissements hospitaliers.

- **Approche holistique** : ce projet combine performance énergétique, retour sur investissement rapide et impact environnemental, ce qui en fait un modèle à suivre pour d'autres secteurs publics.
- **Innovations technologiques** : l'utilisation de **LED**, la mise en place de **dispositifs de détection**, et le suivi précis des performances sont des éléments-clés pour assurer le succès de cette initiative.

Le projet «**Solutions d'éclairage**» démontre que l'innovation dans la gestion énergétique peut répondre à des enjeux à la fois économiques et environnementaux. En garantissant une réduction substantielle de la consommation d'énergie et en assurant un retour sur investissement rapide, UniHA offre un modèle applicable aux établissements hospitaliers et aux autres secteurs publics souhaitant se lancer dans la transition énergétique. Un projet exemplaire qui illustre la réussite d'un partenariat entre **public** et **privé** pour un avenir plus durable.

[POUR ALLER PLUS LOIN](#)

D. Lauréat 2024 - Clauses sociales : Limoges Métropole

Contexte et motivation

Limoges Métropole a reçu le Trophée de la Commande Publique dans la catégorie Clauses sociales pour son **marché de collecte des déchets ménagers et assimilés**. La communauté urbaine a choisi la procédure du dialogue compétitif afin de maximiser ses performances techniques, sociales et environnementales. En partenariat avec Suez, le titulaire du marché, Limoges Métropole a fixé des objectifs de performance ambitieux :

- Amélioration du tri à la source des ordures ménagères en vue de leur valorisation avec un coefficient bonus/malus ;
- Performance environnementale par la réduction des gaz à effet de serre et la collecte des biodéchets, avec également un coefficient bonus/malus ;
- Performance sociale par l'intégration d'une clause d'insertion.

L'objectif était de mettre en œuvre des actions concrètes de lutte contre les discriminations et de promouvoir une économie circulaire et inclusive, avec des engagements quantitatifs et qualitatifs pour l'insertion professionnelle, la création d'emplois, et la réduction des inégalités. **Le prix a été remis à Véronique Thalamy**, facilitatrice clauses sociales à Limoges Métropole, pour ce projet socialement innovant.

Actions mises en place

Mise en œuvre de la clause sociale d'insertion

- Clause d'insertion intégrée dans les conditions d'exécution du marché.
- Critère valorisé de 2 points sur 20 dans l'attribution du marché.
- Collaboration étroite avec les structures locales (SIAE, ESAT, ETTI) pour créer des opportunités d'insertion.

Partenariats et synergies locales

- Création de la «Maison pour Rebondir», animée par un chargé de mission emploi-insertion, pour accompagner les publics en difficulté.
- Réalisation d'actions contre les discriminations : handicap, stage 3ème, mixité des métiers, seniors, etc.
- Développement de partenariats exclusifs avec des acteurs locaux de l'insertion.

Actions innovantes pour l'insertion et la réduction des déchets

- Sensibilisation à la réduction des déchets et au tri à la source, avec des actions de valorisation des biodéchets.
- Recrutement de chargés de mission pour favoriser l'innovation sociale dans la gestion des déchets.
- Mise en place d'actions spécifiques en direction des quartiers prioritaires de la politique de la ville (QPV) : job dating, stages, présentation de métiers, visites de site.

Résultats obtenus

- **Heures d'insertion réalisées** : au 30 avril, 48 550 heures ont été réalisées par des structures d'insertion, avec 6 CDI créés directement dans le cadre de l'activité de collecte.
- **Réduction des discriminations et soutien aux publics fragiles** : une forte présence d'actions en faveur de l'intégration des personnes handicapées, des seniors, et de la mixité des métiers.
- **Réduction des déchets et promotion de l'économie circulaire** : distribution de kits de tri et de compostage, ainsi que des actions de sensibilisation aux bonnes pratiques de gestion des déchets.
- **Création d'emplois locaux et durables** : 19 100 heures d'insertion annuelles atteintes, au sein de structures locales, au-delà de l'objectif initial.

Bonnes pratiques et enseignements

- **Engagement social intégré dès la conception du marché** : la clause sociale d'insertion a été une priorité dès le début du projet et a été suivie de manière rigoureuse.
- **Partenariat avec des acteurs locaux** : l'implication des acteurs de l'insertion et la création de synergies avec des structures d'emploi du territoire ont été décisives pour la réussite du projet.
- **Modèle d'insertion flexible** : l'approche a permis d'adapter les actions aux besoins spécifiques de chaque public, tout en contribuant à des objectifs environnementaux et économiques.
- **Une démarche inclusive et innovante à reproduire** : limoges Métropole a montré qu'il est possible de conjuguer performance environnementale et sociale, tout en favorisant l'insertion et la cohésion sociale à travers des projets d'envergure.

Limoges Métropole a su allier performance environnementale et responsabilité sociale en mettant en place un système efficace d'insertion professionnelle et de réduction des discriminations. Ce projet est un modèle pour d'autres collectivités engagées dans une démarche de transition écologique et inclusive.

[POUR ALLER PLUS LOIN](#)

E. Lauréat 2024 - Politique achat responsable : CHRU de Nancy et RESAH

Contexte et motivation

Le Centre Hospitalier Régional et Universitaire (CHRU) de Nancy, en partenariat avec le Réseau des Acheteurs Hospitaliers (RESAH), a remporté le Trophée de la Commande Publique 2024 dans la catégorie «Politique Achat Responsable» pour sa matrice d'analyse des risques RSE.

Cette initiative vise à **intégrer les critères de Responsabilité Sociétale des Entreprises (RSE) tout au long du processus d'achat public**, de la définition du besoin jusqu'à l'exécution du contrat. La matrice a été développée pour mieux identifier et gérer les risques sociaux et environnementaux, dans un secteur où la prise en compte de ces enjeux est devenue essentielle, notamment avec l'adoption de la loi Climat et Résilience et la labélisation Relations fournisseurs et achats responsables (RFAR).

Etaient présents lors de la remise du trophée, Frank Perrin, responsable des achats médicaux du GHT Sud Lorraine et Catherine Chevret-Bersani, directrice des projets d'achats transverses de la centrale d'achat.

Actions mises en place

Cartographie des risques RSE

- Développement d'une matrice d'analyse des risques, alignée avec les normes ISO 26000 (RSE) et ISO 20400 (achats responsables).
- Identification des risques au fil du cycle de vie du produit, incluant les risques de violation des droits humains, atteintes à la probité, pratiques illicites, et impacts environnementaux.

Méthodologie pédagogique et opérationnelle

- Élaboration d'un diagnostic initial des risques «bruts» avant le montage du Dossier de Consultation des Entreprises (DCE).
- Réduction des risques à travers l'introduction de critères dans les spécifications techniques et les critères d'attribution des marchés.

Outil de gestion des risques RSE

- Mise en place d'un tableau Excel interactif permettant de suivre et évaluer les risques RSE à chaque étape du processus d'achat.
- Mise en œuvre de la démarche dans le cadre des achats stratégiques, en particulier pour les achats médicaux.

Résultats obtenus

- **Amélioration de la gestion des risques sociaux et environnementaux** : la matrice a permis de réduire les risques liés à la chaîne d'approvisionnement et d'anticiper les problématiques RSE en amont.
- **Renforcement de la transparence dans les achats publics** : le projet a contribué à la mise en conformité avec les objectifs de transparence et de lutte contre la corruption (loi SAPIN 2).
- **Sécurisation des marchés publics** : grâce à cette analyse approfondie, les marchés ont été «clausés» de manière plus rigoureuse et en adéquation avec les enjeux RSE.

Bonnes pratiques et enseignements

- **Anticipation des risques RSE** : l'intégration des risques RSE dès la phase de définition des besoins a permis une gestion proactive des enjeux sociaux et environnementaux.
- **Partenariat efficace entre institutions publiques** : la collaboration entre le CHRU de Nancy et le RESAH a permis de déployer un outil utile à l'ensemble des membres du réseau d'acheteurs hospitaliers.
- **Outil accessible et structurant** : une matrice facile à utiliser, rendant la démarche pédagogique.
- **Sécurisation des marchés** : évaluation des risques en deux phases pour éviter les mauvaises surprises.
- **Collaboration acheteurs-fournisseurs** : adaptation des exigences pour garantir une mise en œuvre efficace.
- **S'appuie sur des référentiels reconnus** : l'intégration des normes ISO 26000 et ISO 20400 dans la matrice assure une couverture complète des enjeux RSE, allant des droits humains à la protection des consommateurs, en passant par la lutte contre la corruption.

Grâce à cette matrice, le CHRU et le RESAH disposent d'un référentiel clair pour mieux intégrer la RSE dans leurs achats tout en sécurisant les marchés. Cet outil permet d'ajuster le marché public en fonction des risques identifiés, sécurisant ainsi la chaîne d'approvisionnement et améliorant le challenge des fournisseurs. La matrice se révèle particulièrement utile pour les achats stratégiques, où la gestion fine des risques est cruciale.

Le CHRU de Nancy et le RESAH ont démontré qu'il est possible de concilier efficacité opérationnelle et responsabilité sociale dans le cadre des achats publics, créant ainsi un modèle reproductible pour d'autres acteurs publics dans une démarche de durabilité.

[POUR ALLER PLUS LOIN](#)

F. Lauréat 2024 - Prix de la communauté des acheteurs : Métropole de Lyon

Contexte et motivation

La **Métropole de Lyon** a remporté le Trophée de la Commande Publique 2024 dans la catégorie «Politique Achat Responsable» pour sa démarche innovante dans le cadre de son marché de **vêtements professionnels écoresponsables**. Ce projet a pour objectif de promouvoir des achats publics responsables tout en réduisant l'impact environnemental des produits achetés. Comme le souligne le directeur de la commande publique de la métropole lyonnaise, Guillaume Paradas, l'intégration des critères RSE dans les marchés publics est un levier clé pour orienter les achats vers une démarche durable et responsable.

La **Métropole de Lyon** a mis en place un processus d'achat respectueux de l'environnement, intégrant des critères RSE rigoureux et une évaluation poussée des fournisseurs. Le choix de la **solution Écobalyse** a permis de mesurer l'empreinte écologique des produits textiles, en particulier dans le secteur public.

Actions mises en place

Marché de vêtements professionnels écoresponsables

- Développement de critères environnementaux rigoureux dans le cadre des achats publics, visant à réduire l'impact écologique tout en soutenant les entreprises locales.
- Mise en œuvre de **l'outil Écobalyse** pour évaluer l'empreinte carbone des produits, comparant les impacts entre les productions locales et asiatiques.

Critères durables intégrés

- Intégration de critères RSE dès la phase de conception du marché, incluant des exigences environnementales sur les matériaux « *éco-circularité pour les polaires 100% recyclé et éco-certification pour les mailles.* »
- 40 % de la notation dédiée aux critères de durabilité, dont 30 % sur l'impact environnemental (analyse du cycle de vie des produits).
- 10 % des critères consacrés à l'insertion professionnelle.

Utilisation de l'outil Écobalyse

- Permet une évaluation objective de l'impact environnemental des vêtements.
- Valorise les productions locales face aux offres importées.

Sourcing régional & soutien aux PME

- Sélection d'entreprises locales dans la région Rhône-Alpes pour réduire les distances de transport et favoriser l'économie locale.
- Structuration du marché en 3 lots (hauts-maille, polaires, vêtements thermiques) pour mieux répondre aux exigences techniques et environnementales.

Collaboration & formation

- Travail conjoint des services moyens généraux, développement économique et commande publique.
- Sensibilisation à l'écoconception pour harmoniser la compréhension des enjeux.

Résultats obtenus

- **Réduction de l'empreinte carbone** : la mise en œuvre de l'outil **Écobalyse** a permis de réduire l'impact environnemental des achats de la Métropole de Lyon.
- **Soutien à l'économie locale** : l'attribution des lots à des entreprises locales a permis de limiter l'empreinte carbone liée aux transports tout en favorisant l'emploi dans la région.
- **Renforcement de la politique RSE** : cette initiative a permis de renforcer les critères RSE dans les marchés publics et d'aligner les achats avec les objectifs de durabilité.

Bonnes pratiques et enseignements

- **Outils d'évaluation** : intégration du calculateur d'impact environnemental Ecobalyse qui permet de réaliser une évaluation complète de l'impact environnemental des produits sur leur cycle de vie.
- **Marché en lots distincts** : permet l'accès des PME locales en répondant à leurs capacités techniques spécifiques et optimise l'adéquation aux besoins. En segmentant le marché en lots distincts (hauts-maille, polaires, etc.), il est possible d'adapter précisément les exigences techniques et environnementales à chaque type de produit
- **Soutien à l'économie locale** : priorisation des fournisseurs régionaux et certifications environnementales (GOTS, GRS).
- **Partenariats et coopération interservices** : mobilisation d'experts et formation interne.
- **Mutualisation des surcoûts** : passage par une centrale d'achat pour optimiser les coûts.

Ce marché illustre une approche d'achats publics innovante, en ligne avec les enjeux environnementaux actuels. Il montre que, même avec des critères ambitieux en matière de durabilité et de responsabilité sociétale, un marché peut rester attractif pour les entreprises tout en contribuant à la transition écologique.

[POUR ALLER PLUS LOIN](#)

G. Lauréat 2024 - Prix coup de cœur du jury : Communauté de Labège

Contexte et motivation

La commune de Labège, située en Haute-Garonne avec ses 4 242 habitants, a remporté un Trophée de la Commande Publique 2024 **pour sa politique d'achat responsable, soulignant ses efforts pour intégrer le développement durable dans ses achats publics**. Le maire, Laurent Chérubin, a dédié cette récompense à ses agents communaux, expliquant que c'est grâce à leur engagement collectif que Labège est devenue un modèle d'achat responsable. Cette démarche a permis de se distinguer parmi 71 autres candidats, mettant en avant la volonté de la municipalité de mener une transition écologique et énergétique ambitieuse, même dans une petite commune.

Actions mises en place

Lancement de la Mission Ville Durable

- Création d'une mission chargée de mettre en œuvre une politique d'achat responsable, visant à intégrer le développement durable dans tous les marchés publics de la commune.
- Mise en place de cinq objectifs clés : économie circulaire, analyse du cycle de vie, sobriété, commande publique inclusive et solidaire, et politique d'achat innovante.

Engagement dans la transition écologique et énergétique

- Tous les marchés publics de Labège sont désormais soumis à des critères stricts liés à la transition écologique, couvrant des domaines comme la mobilité active, l'aménagement d'un territoire durable, la sensibilisation à l'éco-responsabilité, la solidarité intergénérationnelle et « la création d'une "Mission Ville Durable" chargée notamment des marchés publics responsables et de la recherche de financements. »
- Formation de la commission spécifique à la commande publique durable, avec l'identification des freins et des points de vigilance pour respecter les règles juridiques tout en intégrant des critères d'éco-responsabilité.

Exemples de marchés durables

- Le marché de nettoyage a exigé des produits non chimiques et écolabellisés.
- Le mobilier urbain doit être fabriqué en France, et l'écopâturage est utilisé pour l'entretien des espaces verts.
- Construction de la future maison des associations en visant le Label Or des maisons durables de la région Occitanie.
- Le marché entretien des espaces verts inclut un lot réservé aux entreprises du secteur du handicap.

Résultats obtenus

- **Intégration de critères durables dans les marchés publics** : sur neuf marchés notifiés en 2023, huit d'entre eux répondaient à un ou plusieurs objectifs écologiques et sociaux de la commune.
- **Accélération de la transition écologique** : en un an, la commune est passée de 0 à 90 % de marchés intégrant des considérations sociales et environnementales fortes.

Bonnes pratiques et enseignements

- **Engagement fort des agents municipaux** : le succès du projet repose sur la mobilisation de toute l'équipe municipale.
- **Approche systémique et transversale** : l'intégration du développement durable dans tous les aspects des actions de la commune.
- **Partenariat social et environnemental** : la mise en place de clauses sociales et environnementales dans les marchés publics, incluant des entreprises du secteur du handicap.
- **Objectifs ambitieux et mesurables** : les résultats de la politique d'achat responsable sont mesurés par l'adhésion progressive aux critères environnementaux et sociaux.

Labège, malgré sa taille modeste, a su mettre en œuvre une politique d'achat responsable exemplaire, démontrant qu'une petite commune peut jouer un rôle majeur dans la transition écologique tout en créant des solutions solidaires et inclusives.

[POUR ALLER PLUS LOIN](#)

III. LES LAURÉATS DE L'ÉDITION 2023

A. Lauréat 2023 - Achat exemplaire fonction publique d'Etat : Ministère de l'Éducation nationale

Contexte et motivation

Le Ministère de l'Éducation nationale a remporté un Trophée de la Commande Publique en 2023 pour son initiative innovante visant à améliorer l'inclusion des enseignants déficients visuels. Ce projet répond à une problématique importante : **garantir l'accès à des supports pédagogiques adaptés aux enseignants malvoyants, afin de renforcer leur autonomie professionnelle**. L'objectif est d'améliorer leurs conditions de travail et de favoriser leur inclusion professionnelle. Ce marché, co-construit avec l'association ApiDV, a permis de **développer une solution de transcription d'ouvrages pédagogiques avec une attention particulière aux visuels et aux formules mathématiques**, contribuant ainsi à l'accessibilité des ressources comme nous l'expliquent Bastien Boyer, référent ministériel achats responsables, et Jean-Xavier Lichtlé, chef de la mission handicap inclusion professionnelle (MHIP).

Actions mises en place

Création d'un marché public innovant

- Le Ministère de l'Éducation nationale a lancé un marché innovant permettant de fournir aux enseignants déficients visuels des transcriptions d'ouvrages pédagogiques adaptées à leurs besoins professionnels.
- Ce marché s'appuie sur une collaboration avec l'association ApiDV, spécialisée dans l'inclusion des personnes aveugles ou malvoyantes.
- L'innovation consiste notamment dans la transcription améliorée des visuels (images, dessins, tableaux, schémas, diagrammes) et des formules mathématiques, permettant une meilleure accessibilité des supports pédagogiques.

Co-construction avec le titulaire ApiDV

- ApiDV a pu, grâce au projet du ministère, développer l'application mathsDV, une solution de transcription adaptée aux mathématiques, ce qui n'était pas envisageable au départ en raison de la taille de l'association.
- Grâce à ce marché, l'association a été professionnalisée et est désormais en mesure de répondre à d'autres appels d'offres similaires.
- Le ministère a travaillé en étroite collaboration avec ApiDV pour s'assurer que les transcriptions respectent les standards et les besoins des enseignants.

Financement et soutien

- Le Ministère a utilisé des fonds du Fonds pour l'insertion des personnes handicapées dans la fonction publique (FIPHFP) pour financer ce projet, permettant de favoriser l'innovation tout en soutenant l'inclusion professionnelle des personnes en situation de handicap.

Résultats obtenus

- **Amélioration des conditions de travail des enseignants** : grâce à ce projet, les enseignants déficients visuels bénéficient désormais de ressources pédagogiques adaptées à leurs besoins, améliorant leur autonomie et leur efficacité dans l'exercice de leur métier.
- **Achat innovant** : le caractère innovant du projet a été confirmé par une analyse approfondie des services du ministère, remplissant plus de 70 % des critères de la DAJ.
- **Pérennisation du projet** : le succès de cette initiative a conduit à la pérennisation du service, avec un appel d'offres supplémentaire pour continuer à répondre aux besoins des enseignants malvoyants.

Bonnes pratiques et enseignements

- **Co-construction avec les acteurs de l'inclusion** : ce projet est un excellent exemple de collaboration entre le secteur public et les associations spécialisées dans l'inclusion des personnes handicapées.
- **Innovation au service de l'inclusion** : l'innovation a permis de résoudre des problématiques d'accessibilité spécifiques, avec un impact direct sur l'autonomie des enseignants malvoyants.
- **Utilisation optimale des financements publics** : l'utilisation des fonds du FIPHFP a facilité la mise en œuvre de cette solution, montrant l'importance du financement pour des projets d'inclusion innovants.

Le Ministère de l'Éducation nationale a ainsi démontré que des marchés publics innovants peuvent non seulement améliorer l'inclusion des personnes handicapées, mais aussi générer des solutions pratiques et durables pour les professionnels du secteur.

[POUR ALLER PLUS LOIN](#)

B. Lauréat 2023 - Achat exemplaire fonction publique territoriale et Prix de la communauté des acheteurs : département de la Gironde

Contexte et motivation

Le département de la Gironde a remporté deux prix lors des Trophées de la Commande Publique 2023 : le « Prix achat exemplaire » dans la catégorie Territoires et le « Prix de la Communauté des acheteurs ». Cette double récompense met en lumière une initiative novatrice mise en place dans tous les collèges du département : l'installation de distributeurs de protections périodiques écologiques et gratuites pour les collégiennes. Le projet répond à une problématique sociale importante, **la précarité menstruelle, qui touche 12 % des collégiennes**.

L'objectif est d'**offrir des protections respectueuses de la santé et de l'environnement tout en intégrant une dimension sociale** avec des entreprises solidaires comme l'explique Mikael Heligon, responsable de la cellule de la performance achat au sein du département à la rédaction d'achatpublic.info.

« Nous avons un engagement aujourd'hui assez fort : environ 80 % de nos marchés contiennent une considération environnementale, et 45 % ont une considération sociale. Et cela nous amène à des projets comme celui-ci, qui est emblématique pour nous, puisque le département a une double labellisation AFNOR Egalité/Diversité. »

Actions mises en place

Installation de distributeurs écologiques et gratuits

- Mise en place de 2 à 3 distributeurs de protections périodiques dans chaque collège de la Gironde, accessibles gratuitement pour toutes les collégiennes.
- L'initiative bénéficie à 33 000 collégiennes, avec un budget de 1 200 000 € TTC sur 4 ans.
- Les protections périodiques sont 100 % coton bio, certifiées Global Organic Textile Standard (GOTS) avec un emballage sans plastique, biodégradable et sans chlore.

Critères environnementaux et sociaux

- L'utilisation de matières premières respectueuses de la santé et de l'environnement a été une exigence clé du marché, pas simplement un critère secondaire.
- L'entreprise titulaire du marché est une ESUS (Entreprise Solidaire d'Utilité Sociale), qui collabore avec des ESAT (Établissements et Services d'Aide par le Travail) et une entreprise adaptée pour la logistique.
- Le sourcing a permis d'intégrer des critères d'insertion professionnelle, favorisant les personnes éloignées de l'emploi.

Engagement social et inclusif

- Ce marché inclut une forte dimension sociale, en favorisant l'insertion professionnelle des publics en difficulté, une première pour un marché de fournitures dans le département.
- La société titulaire du marché, une entreprise ESUS (Entreprise solidaire d'utilité sociale), travaille avec des structures spécialisées dans l'insertion professionnelle.

Résultats obtenus

- **Impact social positif** : 33 000 collégiennes bénéficient désormais d'un accès gratuit à des protections périodiques respectueuses de leur santé et de l'environnement.
- **Partenariats solidaires** : l'insertion professionnelle des publics éloignés de l'emploi a été intégrée au projet grâce à des partenariats avec des ESAT (Établissement et service d'aide par le travail) et des entreprises adaptées.
- **Qualité et accessibilité** : les protections sont de qualité supérieure, répondant à des critères environnementaux stricts, et sont distribuées gratuitement dans tous les collèges girondins.

Bonnes pratiques et enseignements

Démarche collective et concertée : le succès de ce projet repose sur la collaboration entre plusieurs directions du département : la commande publique, les collèges et les services d'insertion.

Intégration des dimensions environnementale et sociale : ce marché montre qu'il est possible de répondre à des enjeux environnementaux tout en ayant un impact social positif grâce à un sourcing et une ingénierie achats responsables.

Engagement durable et inclusif : le projet combine des objectifs environnementaux forts et une démarche sociale, permettant de toucher des entreprises à fort ADN social tout en répondant aux besoins des collégiennes.

Grâce à ce projet emblématique, la Gironde illustre comment une démarche d'achat public responsable peut avoir des impacts sociaux et environnementaux significatifs.

[POUR ALLER PLUS LOIN](#)

C. Lauréat 2023 – Achat exemplaire fonction publique hospitalière : Groupement hospitalier de territoire du Maine-et-Loire

Contexte et motivation

Le **Groupement Hospitalier de Territoire (GHT) 49** a été lauréat des Trophées de la Commande Publique 2023 dans la catégorie **Secteur Hospitalier** pour son initiative innovante dans le domaine des achats responsables. Ce projet ambitieux, en partenariat avec **Envie Autonomie**, vise à **fournir du matériel médical reconditionné aux établissements de santé du GHT**.

À travers cette démarche, le GHT répond à la fois à un enjeu écologique de réduction des déchets et à une problématique budgétaire liée au coût élevé du matériel médical neuf. En choisissant de collaborer avec des entreprises d'économie sociale et solidaire (ESS), le GHT soutient également l'insertion professionnelle et le développement local.

Comme l'explique Jean-Yves Trouillas, responsable de la cellule juridique des contrats au sein du GHT Maine-et-Loire :

« Le marché prend la forme d'un accord-cadre à bons de commande sans minimum de commandes : le contrat a pour objet de compléter l'offre de matériel médical neuf pour les établissements, sans ambition de s'y substituer ».

Actions mises en place

Fourniture de matériel médical reconditionné

- Le GHT a mis en place un partenariat avec **Envie Autonomie** pour le reconditionnement de matériel médical, tel que des fauteuils roulants et des lits médicalisés.
- Ces équipements sont fournis à un prix réduit, contribuant ainsi à des économies substantielles pour les établissements de santé tout en préservant leur qualité et leur sécurité.
- Le matériel est reconditionné dans des conditions strictes et est certifié conforme aux normes sanitaires et de sécurité.

Engagement social et durable

- Ce projet est un modèle d'achat responsable intégrant des critères environnementaux et sociaux. Il illustre parfaitement comment une commande publique peut répondre simultanément à des objectifs écologiques, économiques et sociaux.
- **Soutien à l'insertion professionnelle** : Envie Autonomie, acteur ESS, collabore avec des structures d'insertion pour fournir une opportunité d'emploi à des personnes éloignées du marché du travail.
- **Impact sur l'économie locale** : le marché est exécuté avec une agence implantée dans l'agglomération angevine
- Le GHT 49 contribue à une démarche collective et durable, favorisant l'essor de l'économie sociale et solidaire tout en optimisant ses dépenses de santé.

Résultats obtenus

- **Impact social** : le projet a permis de fournir à 16 établissements de santé un matériel médical de qualité à moindre coût, tout en soutenant l'insertion professionnelle d'une population éloignée de l'emploi. De plus, le marché permet à des EHPAD d'investir dans des matériels améliorant le confort des patients ou résidents et difficilement accessibles aux prix du neuf.
- **Impact environnemental** : le matériel reconditionné représente **97% de carbone en moins** par rapport à un fauteuil neuf à châssis aluminium produit en Asie
- **Réduction des coûts** : revente des matériels à prix solidaire jusqu'à -50%.

Bonnes pratiques et enseignements

- **Collaboration intersectorielle** : le projet repose sur une collaboration étroite entre les services achats du GHT et des entreprises d'économie sociale et solidaire.
- **Sourcing responsable** : le choix du matériel reconditionné est un excellent exemple de sourcing durable et de réutilisation des ressources pour une réduction de l'empreinte écologique.
- **Modèle à reproduire** : cette initiative montre qu'il est possible de conjuguer achat responsable, réduction des coûts et soutien à l'insertion professionnelle, et constitue un modèle que d'autres structures publiques peuvent suivre.

Ce projet illustre parfaitement l'impact positif qu'une commande publique responsable peut avoir, tant sur le plan social qu'environnemental, tout en offrant une solution efficace aux besoins de santé publique.

[POUR ALLER PLUS LOIN](#)

D. Lauréat 2023 - Clauses sociales : Nantes Métropole

Contexte et motivation

Nantes Métropole a été lauréate des Trophées de la Commande Publique 2023 dans la catégorie «Clauses sociales» pour son projet innovant qui combine accompagnement social et développement environnemental. Porté par Marie Le Borgne, responsable de la mission insertion professionnelle par les clauses sociales, et Fatima Alim, chargée de la relation aux donneurs d'ordres, ce projet vise à **faciliter l'usage du vélo à travers l'installation d'appuis vélos tout en soutenant l'insertion professionnelle de personnes éloignées du marché du travail**. L'initiative s'inscrit dans la politique de mobilité durable de la métropole, avec l'objectif de renforcer l'infrastructure cyclable tout en intégrant des critères sociaux et environnementaux dans la commande publique.

Actions mises en place

Fourniture et installation d'appuis vélos

- Nantes Métropole a installé 550 nouveaux appuis vélos dans le centre-ville et sur l'île de Nantes, dont 229 ont été réalisés par **ATAO**, une structure d'insertion par l'activité économique.
- Ces appuis vélos ont été fabriqués par des salariés en insertion, offrant ainsi une opportunité de retour à l'emploi tout en répondant à la demande croissante pour des infrastructures adaptées à la mobilité douce.

Critères environnementaux et sociaux

- **Réduction de l'empreinte carbone** : le projet favorise l'usage du vélo, contribuant ainsi à la transition écologique de la métropole.
- **Soutien à l'insertion professionnelle** : **ATAO**, avec 79 salariés en insertion sur 110, accompagne des personnes éloignées du marché du travail dans leur parcours professionnel.
- **Impact sur l'économie locale** : le projet soutient l'économie locale en faisant appel à une structure implantée à Nantes pour la fabrication des appuis vélos.

Engagement social et durable

Ce projet illustre comment une commande publique peut répondre simultanément à des objectifs écologiques, économiques et sociaux, tout en favorisant l'insertion professionnelle de publics en difficulté. Il démontre la synergie entre les besoins de la collectivité et les capacités des structures de l'économie sociale et solidaire.

Résultats obtenus

- **Environ 130 racks vélos par an** prévus pour les 4 années du marché, avec des ajustements et tests de prototypes pour répondre à des besoins spécifiques.
- **Impact social** : près de 8 000 heures de travail en insertion réalisées et **23 salariés formés**, avec des certifications comme la licence soudures.
- **Soutien à l'économie sociale et solidaire** : ce projet a permis à une grande structure d'insertion de contribuer à un marché public et de démontrer la viabilité de l'intégration de l'ESS dans les marchés publics.
- **Impact environnemental** : la politique de mobilité douce soutenue par le projet a contribué à une meilleure gestion des transports et à la réduction de l'empreinte carbone.
- **Réduction des coûts** : grâce à la collaboration avec ATAO, Nantes Métropole a non seulement amélioré ses infrastructures cyclables mais a également optimisé son budget public en intégrant des critères sociaux dans l'achat public.

Bonnes pratiques et enseignements

- **Collaboration intersectorielle** : ce projet a été rendu possible grâce à la coopération entre les équipes des services achats, de l'insertion professionnelle et des directions de l'espace public et de la commande publique.
- **Sourcing responsable** : en choisissant ATAO, Nantes Métropole a soutenu l'économie sociale et solidaire tout en répondant à ses besoins d'infrastructure.
- **Modèle à reproduire** : cette initiative constitue un excellent exemple de commande publique responsable, combinant engagement social, transition écologique et soutien à l'économie locale. Elle montre qu'il est possible de concilier efficacité opérationnelle et impact social positif.

Ce projet illustre l'alliance réussie entre développement durable et insertion professionnelle. Nantes Métropole prouve qu'il est possible de répondre aux enjeux sociaux et environnementaux par la commande publique.

E. Lauréat 2023 - Politique achat responsable : Communauté d'Agglomération Pays Basque

Contexte et motivation

La Communauté d'Agglomération Pays Basque (CAPB) a été récompensée par le prix «Politique achat responsable» lors de la 16e édition des Trophées de la Commande Publique 2023. Cette distinction salue la réforme organisationnelle menée par la CAPB pour intégrer pleinement les enjeux environnementaux dans sa politique d'achats et anticiper les obligations de la loi Climat & Résilience.

Face à la complexité des défis écologiques et à la diversité des besoins de ses 158 communes, **la CAPB a créé un Secrétariat Général à la Transition Énergétique et à la Planification Écologique (SG TEPE)**. Ce service transverse accompagne les différentes directions et communes membres dans la mise en œuvre de stratégies d'achats responsables.

Comme l'explique Martine Bisauta, vice-présidente en charge de la Transition écologique et énergétique :

«Le secrétariat à la transition énergétique et à la planification écologique de l'agglo a été pensé à l'image de celui rattaché au Gouvernement.».

Actions mises en place

Création d'un Secrétariat Général dédié

- Mise en place, depuis mars 2023, d'un **SG TEPE de 15** agents, structuré en quatre unités : transition énergétique, planification écologique et agglomération citoyenne, financements verts et durables, et achats responsables.
- **Séparation des fonctions** : distinction entre « achats responsables » (stratégie et accompagnement) et « commande publique » (aspects juridiques).
- Appui aux services et communes pour intégrer des critères environnementaux et sociaux dans les marchés publics.
- Collaboration étroite avec le service commande publique pour une meilleure préparation et programmation des marchés.

Mise en œuvre d'une stratégie d'achats responsables

- **Adoption d'un SPASER** (Schéma de Promotion des Achats Socialement et Écologiquement Responsables) en 2023.
- **Création d'un réseau interne «relais achats»** pour faciliter la diffusion d'informations et la remontée d'expériences du terrain.

Innovation et adaptation

- Expérimentation de dispositifs innovants
- Prise en compte des spécificités locales et des besoins de chaque direction pour adapter la stratégie d'achat.

Résultats obtenus

- **Renforcement des compétences internes** : les équipes disposent désormais d'un cadre et d'outils pour intégrer efficacement les critères environnementaux et sociaux dans les marchés.
- **Optimisation des achats** : la mise en œuvre de la stratégie permet d'optimiser les coûts tout en répondant aux exigences de développement durable.
- **Dynamique de coopération** : le réseau «relais achats» favorise la communication et la synergie entre les services.

Bonnes pratiques et enseignements

Anticipation et adaptation réglementaire : la CAPB a su anticiper les obligations de la loi Climat & Résilience en adaptant sa structure organisationnelle.

Approche transversale : le SG TEPE, en travaillant avec l'ensemble des directions, garantit une prise en compte globale des enjeux environnementaux.

Outils innovants : l'analyse en coût complet et les PPA sont des leviers stratégiques pour optimiser la gestion des ressources et des dépenses publiques.

La réussite de cette réforme démontre que la structuration d'une politique d'achats responsables, intégrée et partagée, est un levier puissant pour allier performance économique et engagement écologique.

[POUR ALLER PLUS LOIN](#)

F. Lauréat 2023 - Prix coup de cœur du jury : Direction Infrastructure Défense de Papeete

Contexte et motivation

La Direction Infrastructure Défense de Papeete a remporté le prix « Coup de cœur » aux Trophées de la Commande Publique 2023 grâce à un projet innovant mêlant préservation de l'environnement et implication sociale. Dans le cadre de l'aménagement portuaire de la base navale de Papeete pour l'accueil de nouveaux patrouilleurs, un défi majeur se posait : la présence de massifs coralliens exceptionnels sur l'emprise de l'opération. Plutôt que de recourir à un dragage classique qui aurait engendré des coûts et des impacts environnementaux importants, une solution alternative a été trouvée, alliant technologie et action sociale.

Le projet a consisté en une opération de transplantation et de colonisation des coraux, permettant de préserver cette biodiversité tout en respectant les objectifs opérationnels d'augmenter le tirant d'eau. Ce projet a également eu un impact social positif en impliquant des jeunes en difficulté scolaire dans la fabrication des supports métalliques pour accueillir les coraux.

Actions mises en place

Préservation des coraux et transplantation

L'étude environnementale préalable a mis en évidence la nécessité de préserver les massifs coralliens présents sur le site. La solution adoptée a été de procéder à **l'enlèvement, à la transplantation et à la colonisation de secteurs dépourvus de coraux**, en partenariat avec Créocéan, une entreprise spécialisée dans la conservation de l'environnement sous-marin.

Implication des jeunes en difficulté scolaire

Les jeunes du Centre de Jeunes Adolescents (CJA) de Faa'a ont été impliqués dans la fabrication des supports métalliques destinés à recevoir les coraux, permettant de donner une dimension sociale au projet en contribuant à la **réinsertion professionnelle des jeunes**.

Procédure d'achat simplifiée

Un marché public simplifié (MAPA) a été négocié avec l'entreprise Créocéan, conformément à l'article 142 de la loi ASAP, permettant de réaliser le projet dans des délais optimisés. Cette procédure a permis de répondre rapidement aux besoins de l'opération tout en garantissant l'efficacité de l'expertise technique de Créocéan.

Résultats obtenus

- **Impact environnemental** : la transplantation de coraux a permis de préserver de nombreux coraux remarquables, qui servent désormais de nurseries à diverses espèces marines.
- **Impact social** : des jeunes en difficulté scolaire ont participé à la fabrication des supports métalliques, contribuant à leur réinsertion professionnelle.
- **Respect des objectifs opérationnels** : l'augmentation du tirant d'eau a été réalisée tout en préservant l'écosystème corallien, permettant l'accostage des nouveaux patrouilleurs dans un environnement respectueux.

Bonnes pratiques et enseignements

- **Approche innovante et responsable** : la solution de transplantation des coraux combine respect de l'environnement et efficacité opérationnelle.
- **Engagement social et environnemental** : l'implication des jeunes en difficulté scolaire dans un projet à fort impact écologique constitue un modèle de responsabilité sociale d'entreprise appliqué à la commande publique.
- **Exemplarité du projet** : ce projet démontre qu'il est possible de mener des opérations complexes en intégrant des solutions innovantes et durables, tout en créant des opportunités sociales locales. Il peut servir de modèle dans d'autres territoires d'outre-mer ou dans des projets similaires.

Ce projet illustre parfaitement la manière dont la commande publique peut être utilisée pour répondre à des enjeux environnementaux et sociaux tout en optimisant l'efficacité des opérations.

[POUR ALLER PLUS LOIN](#)

CONCLUSION

La commande publique est un levier essentiel pour construire un avenir durable, socialement inclusif et économiquement responsable. En mettant en avant les initiatives primées, ce livre blanc illustre concrètement comment les achats exemplaires contribuent à ces objectifs. Nous espérons que **ces exemples inspireront de nouvelles pratiques et favoriseront une dynamique vertueuse au sein des collectivités et des organisations publiques.**

Nous remercions chaleureusement nos partenaires et tous les participants qui, chaque année, témoignent de l'importance d'une commande publique engagée et innovante. Ensemble, poursuivons cette dynamique en faveur d'un achat public au service de tous et porteur de sens pour l'avenir.

Pour aller plus loin et optimiser vos pratiques d'achat et de gestion d'événements, découvrez achatpublic.com. Spécialiste de la commande publique, achatpublic.com propose une offre complète alliant solutions logicielles et média d'information, afin d'accompagner efficacement les acheteurs publics dans l'ensemble de leurs démarches.

19^{ÈME} ÉDITION

TROPHÉES DE LA COMMANDE PUBLIQUE L'ACHAT DURABLE EN ACTION

Valorisez vos achats publics et faites rayonner votre engagement !

🏆 3 catégories :

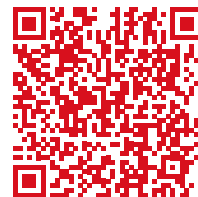
- Achat exemplaire (avec 3 sous-catégories : État, achat local, hospitalier)
- Clauses sociales
- Politique achat responsable

🌟 Et aussi, le Prix de la communauté des acheteurs

Candidatures ouvertes jusqu'au **09 octobre 2026**

Pour toutes les entités soumises au Code de la commande publique

Rendez-vous sur www.tropheescommandepublique.com ou scannez ce QRCode



trophées de la
commande
publique **20
26**

achatpublic.com

achatpublic.info



Un accès illimité aux articles publiés quotidiennement

(+ de 23 000)

- Obtenez les réponses à vos interrogations sur la portée d'un texte ou d'un article, les procédés achats...
- Consultez nos dossiers regroupés par thématique (conflits d'intérêts, examen des offres, pénalités, accord-cadre, affacturage inversé, OAB...) pour vous aider à résoudre vos problématiques.

Trouvez l'inspiration

- Bénéficiez des retours d'expériences et bonnes pratiques des acheteurs publics.
- Prenez en main votre carrière : offres d'emploi, cvthèques, zoom sur le métier d'acheteur.

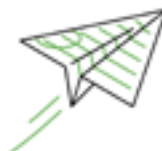


Accédez à + de 5000 documents

Une base documentaire actualisée en continu : textes officiels, jurisprudences, documents-types, guides d'achat, exemples de cahiers des charges, etc.

Soyez le premier informé

- Des nouveaux textes en vigueur, réformes, projets de lois, décrets... et de leurs impacts sur votre activité.
- Des dernières décisions de justice commentées par des avocats.



Pour un essai gratuit de 15 jours sans engagement, scannez ce QR Code ou rendez-vous sur www.achatpublic.info



1

Toute l'actualité dans votre messagerie

Dépêche quotidienne, newsletter hebdomadaire, flash info



2

Veille personnalisée

Vous recevez une alerte par email, dès qu'une information est publiée sur le(s) thème(s) de votre choix



20 minutes

3

achatpublic invite

Une personnalité décisionnaire répond en direct aux questions de la rédaction d'achatpublic.info

Pour nous contacter
appelez le 01 75 60 55 85



Pascaline GOJIN
Directrice générale
achatpublic.com

Besoin d'aide pour vos marchés publics ?

Depuis 2003, **achatpublic.com**, société du Groupe Infopro Digital, **est au service des acteurs de l'achat public.**

La commande publique, levier de transformation, impacte durablement acteurs et organisations, publiques comme privées. Elle doit guider un engagement collectif vers la convergence des attentes économiques, durables et territoriales.

Nous pensons que les acheteurs publics sont moteurs pour simplifier, rendre attractive et efficace la commande publique. Forts de notre expertise, nous faisons le lien entre métier, innovations numériques, informations et formations nécessaires à la transformation de la commande publique.

Notre objectif est clair : vous aider à tirer le meilleur de nos produits et services, afin de répondre à vos enjeux et besoins et agir ainsi pour un achat utile et durable au service des enjeux de la collectivité.

Construite pour et avec nos clients et partenaires, notre offre repose aujourd'hui sur quatre piliers :



PORTAIL

Un bouquet de solutions toujours en évolution pour dématérialiser et piloter vos achats publics



MÉDIA

achatpublic.info, le média web de l'information en continu dédié à la commande publique



FORMATION

Avec l'offre de formation la plus exhaustive et pertinente du marché (certification Qualiopi)



ÉCHANGES

Autour notamment des Trophées de la commande publique qui récompensent depuis 19 ans des stratégies d'achat exemplaires

Envie d'en savoir plus ?

Scannez ce QR Code ou rendez-vous sur www.achatpublic.com



achatpublic.com

Contactez-nous :

contact@achatpublic.com

www.achatpublic.com

Retrouvez-nous sur :



Au service des acteurs de l'achat public